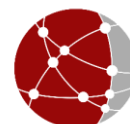




DOSSIER SUR LES RISQUES ENTRAÎNÉS  
PAR LE CLIMAT ET LA FRAGILITÉ

# AFRIQUE DU NORD & SAHEL

Ce document est un produit de connaissance fourni par:



CLIMATE SECURITY  
EXPERT NETWORK

# Dossier sur les risques entraînés par le climat et la fragilité: Afrique du Nord & Sahel

Auteur: Oli Brown, Climate Security Expert Network

## FOURNI PAR

Le Réseau d'experts sur la sécurité climatique, qui comprend une trentaine d'experts internationaux, soutient le Groupe d'amis sur le climat et la sécurité et le mécanisme de sécurité climatique du système des Nations Unies. Pour ce faire, il synthétise les connaissances scientifiques et l'expertise, donne des conseils sur les points d'entrée pour renforcer la résilience aux risques liés à la sécurité climatique, et aide à renforcer une compréhension commune des défis et des possibilités de faire face aux risques liés au climat pour la sécurité.

[www.climate-security-expert-network.org](http://www.climate-security-expert-network.org)

L'initiative de diplomatie climatique est le fruit d'une collaboration entre le Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères et adelphi. L'initiative et cette publication sont soutenues par une subvention du Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères.

[www.climate-diplomacy.org](http://www.climate-diplomacy.org)

## APPUYÉ PAR



## MENTIONS LÉGALES

Contact: [secretariat@climate-security-expert-network.org](mailto:secretariat@climate-security-expert-network.org)

### Publié par:

adelphi research gGmbH

Alt-Moabit 91

10559 Berlin

Germany

[www.adelphi.de](http://www.adelphi.de)

L'analyse, les résultats, les recommandations et les graphiques présentés dans ce document représentent l'opinion des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs de la position de l'une des organisations énumérées ci-dessus. Les frontières, noms et désignations apparaissant sur les cartes n'impliquent pas leur approbation officielle de la part d'adelphi ou des parties responsables du financement.

Date: 26 November 2019

Responsabilité Éditoriale: adelphi

Mise en Page: Katarina Schulz, adelphi



## Contenu

<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>2. CONTEXTE CLIMATIQUE</b>	<b>5</b>
<b>3. RISQUES RÉGIONAUX ET RÉSILIENCE</b>	<b>7</b>
1.1. Conflits agriculteurs-éleveurs	9
1.2. Tensions liées aux migrations d'origine climatique	9
1.3. Conflit concernant la repartition de l'eau	11
1.4. Répercussions sur la capacité de l'État et le développement des groupes d'opposition armés	11
<b>4. DÉVELOPPEMENTS SUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE DANS LE MONDE</b>	<b>12</b>
<b>5. DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX ET RÉGIONAUX</b>	<b>13</b>
<b>6. PREMIÈRES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES RISQUES LIÉS AU CLIMAT ET À LA FRAGILITÉ</b>	<b>14</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE: DONNÉES CHOISIES SUR L'AFRIQUE DU NORD ET LE SAHEL</b>	<b>16</b>

## 1. INTRODUCTION

L'Afrique en général, et en particulier le Sahel, sont souvent considérés comme les régions du monde où le changement climatique risque d'affecter la sécurité et de provoquer un conflit violent. Cela est dû aux graves conflits qui ont, dans le passé, déstabilisé la région, ainsi perçue comme vulnérable au changement climatique. Ce dialogue régional a pour objectif d'étudier dans quelle mesure cette perception se vérifie et de définir les mesures à envisager pour lutter contre ce problème.

Le présent document tente de fournir un aperçu concis des publications examinées par des pairs sur les liens entre changement climatique et conflit au Sahel, au Sahara et en Afrique du Nord (voir la bibliographie pour la liste des références utilisées). Il ne prétend pas être exhaustif, mais il souhaite offrir une approche équilibrée sur l'état actuel des connaissances afin d'encourager le dialogue sur le sujet.

La région en question est un immense territoire comprenant l'ensemble ou une partie des 17 pays le composant<sup>1</sup>: d'environ 6000 km d'ouest en est, et de 3000 km du nord au sud - de l'Atlantique à l'ouest à la Mer Rouge à l'est et à la Méditerranée au nord. Une grande diversité au plan politique, linguistique, économique et climatologique la caractérise (voir l'annexe). Les niveaux de pluralisme politique varient également, tout comme les niveaux de développement. Tandis que les pays du Sahel s'inscrivent tous parmi les pays en bas du classement selon l'indice de développement humain du PNUD en 2018, les pays d'Afrique du Nord présentent de meilleurs résultats. La situation en ce qui concerne la faim et la malnutrition reflète ces différences : tous les pays du Sahel, sauf le Sénégal, sont classés à un niveau grave selon l'indice de la faim dans le monde (GHI) de 2017, défini par l'International Food Policy Research Institute. Dans la plupart des pays d'Afrique du Nord, la faim est à un niveau de gravité soit bas soit modéré, à l'exception de la Libye dont l'insuffisance de données ne permettait pas de définir la situation (IFPRI, 2017). Parallèlement, on estime à 345 millions le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité. Le Tchad, le Soudan du Sud, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger présentent tous des taux d'électrification rurale de 5% maximum (IEA, 2016).

Ces pays présentent également des «budgets» en eau très différenciés pour ce qui est de la quantité de ressources renouvelables en eau douce disponibles à l'intérieur de leurs frontières - d'à peine 20 m<sup>3</sup> par personne en Égypte (où la grande majorité de l'eau provient des pays en amont par le biais du Nil) à plus de 12 000 m<sup>3</sup> de ressources intérieures par habitant au Cameroun (Banque mondiale, 2014).

En revanche, les pays ont en commun une expérience de la violence et de la fragilité sur leur territoire ou avec leur voisinage direct. Selon le Baromètre des conflits de Heidelberg (2018), tous les pays de la région, sauf l'Érythrée, vivent actuellement une crise violente de quelque type qu'elle soit. Cinq pays (Libye, Égypte, Soudan, Éthiopie et Nigéria) sont au bord d'une guerre totale, et trois autres, au bord d'une guerre limitée (Soudan du Sud, Cameroun et Mali). L'OCDE

---

<sup>1</sup> Ce regroupement peut varier, mais pour le document présent, il comprend le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte en Afrique du Nord, ainsi que les régions sahélienne et saharienne de Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad, du Nigeria, du Soudan, du Sud Soudan, d'Érythrée, d'Éthiopie, du Cameroun, du Burkina Faso et du Sénégal.

qualifie chaque pays sahélien, à l'exception du Sénégal, de fragile ou d'extrêmement fragile, et la Libye et la Tunisie de fragiles (2018).

Mais le Sahel n'a pas toujours été connu pour sa pauvreté, ses famines régulières et son instabilité politique. Traditionnellement, la plupart des habitants du Sahel était des éleveurs semi-nomades. Jusqu'au vingtième siècle, le Sahel était amplement auto-suffisant en termes de sécurité alimentaire et exportait même une partie de ses récoltes (Descroix et Lambert, 2018). Ce déclin s'explique en partie par l'impact d'une fluctuation climatique: la sécheresse dévastatrice qui a duré 25 ans au Sahel entre 1968 et 1993 a contribué à la destruction partielle des sociétés sahéliennes essentiellement rurales, et le processus de leur reconstruction n'est pas encore terminé (Descroix et Lambert, 2018).

## 2. CONTEXTE CLIMATIQUE

L'Afrique du Nord et le Sahel sont constitués de trois biomes distincts (méditerranéen, saharien et sahélien) dotés de différents climats. Les précipitations sont inférieures à 100 mm par an dans des parties du Sahara, une des régions les plus sèches et les plus chaudes au monde avec des températures moyennes avoisinant les 30 degrés centigrades. Parallèlement, le Sahel du Sud reçoit entre 700 et 1000 mm de pluie par an. En revanche, des parties de la Tunisie reçoivent 1500 mm par an, et environ 2000 mm de précipitations par an tombent dans les montagnes de l'Atlas au Maroc où l'on peut skier en hiver.

La région est façonnée par les fluctuations climatiques depuis des millénaires. Au cours d'une période plus humide, il y a environ 5000 ans, une partie de la région maintenant recouverte par le Sahara était en réalité une des premières zones cultivées de l'Afrique (Benjaminsen, 2008). Aussi, les bords du Sahara se déplacent au nord et au sud en fonction des fluctuations climatiques.

La région, surtout le Sahel, est perçue comme particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique à cause de sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, de son bas niveau de développement, de son infrastructure faible, de l'absence d'un réseau de sécurité sociale et de sa haute exposition aux catastrophes naturelles. Les sécheresses périodiques ont représenté de rudes épreuves dans les années 1910, 1940, et entre 1968 et 1993 (Descroix et Lambert, 2018). De graves inondations ont quant à elles frappé Dakar en 2012, Ouagadougou en 2009, Bamako en 2013, et Niamey à plusieurs reprises (en 2004, 2010, 2012, 2013 et 2016). Les conflits et la fragilité qui touchent la région réduisent la capacité des pays à s'adapter aux effets du changement climatique, ce qui entraîne un cercle vicieux renforçant le piège d'un conflit.

Ces 50 à 100 dernières années, les températures en Afrique ont augmenté de 0,5 degrés centigrades (IPCC, 2014). Le climat auquel la région peut s'attendre à l'avenir dépend surtout des niveaux d'émission de gaz à effet de serre et de leurs interactions complexes avec les facteurs corrélés (couverture végétale, niveaux de pollution, points de basculement, etc.) qui, par leur association, déterminent les températures moyennes et les niveaux de précipitations.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup>La communauté internationale se sert de modèles climatiques connus sous le nom de «scénarios RCP» (Representative Concentration Pathways) pour décrire quatre 'avenirs' différents au cours du 21ème siècle en fonction des émissions de gaz à effet de serre et des concentrations

Les prévisions indiquent que les températures de la région augmenteront plus rapidement que la moyenne globale (IPCC, 2014). Dans le cas d'un scénario où les émissions sont élevées, il est probable que la température moyenne en Afrique augmente de plus de 2 degrés centigrades par rapport aux températures de la fin du vingtième siècle, ce qui aggraverait le stress thermique sur les individus, les plantes, le bétail et rendrait des zones actuellement peuplées en zones invivables. En même temps, l'augmentation du niveau de la mer et l'éventuelle réduction du débit du Nil pourraient avoir des conséquences importantes pour l'Égypte, en particulier sur la zone du delta du Nil (Alda, 2014).

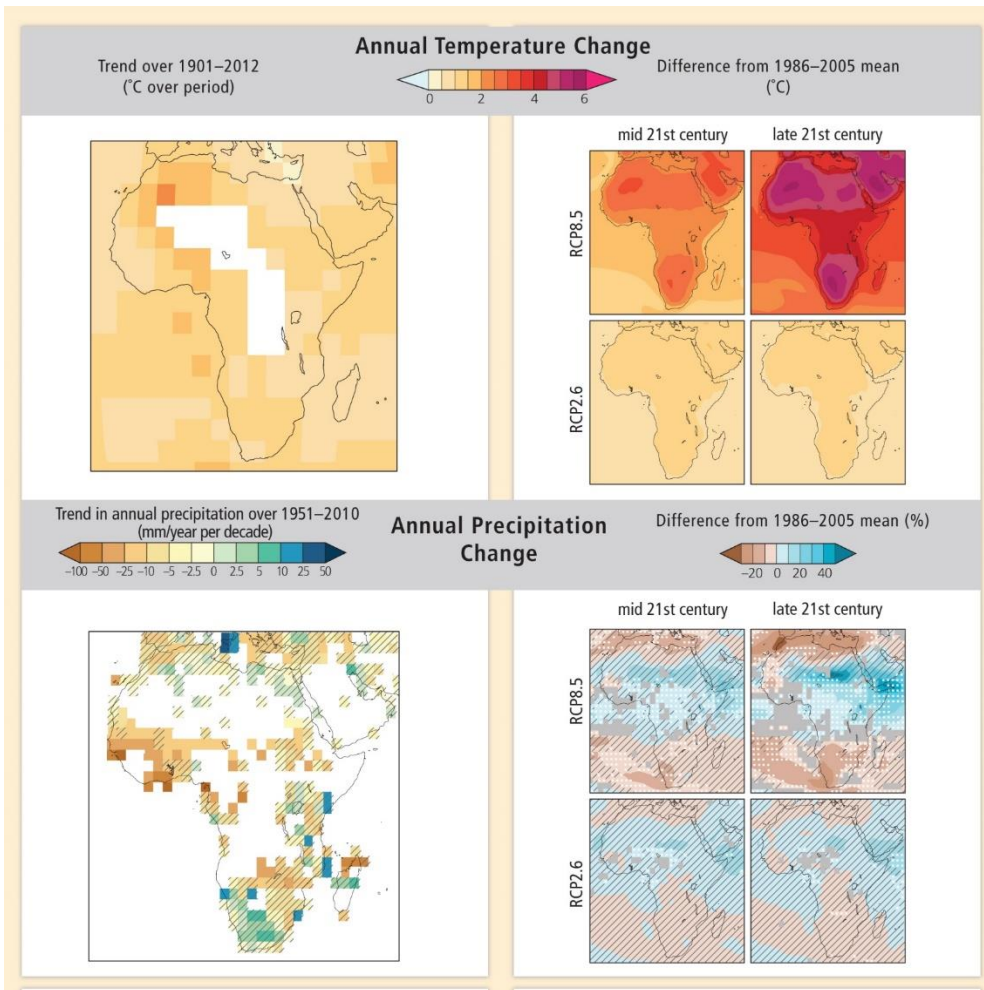


Illustration 1: Projections concernant les précipitations et les températures en Afrique d'ici 2050 et 2100 (IPCC, 2014)

Les conséquences de ce réchauffement en ce qui concerne les précipitations sont moins claires. Les scénarios concernant l'Afrique du Nord impliquent une probable diminution des précipitations le long de la Méditerranée. Toutefois, en moyenne, la quantité totale des précipitations au Sahel reste principalement la même sur tous les modèles, même si l'on prévoit une importante augmentation de la variabilité climatique, ce qui signifie des sécheresses plus fréquentes et des épisodes pluvieux intenses (IPCC, 2014). Enfin, une augmentation de l'évapotranspiration provoquée par des températures plus élevées pourrait réduire

atmosphériques, des polluants atmosphériques et de l'occupation des sols. Il s'agit du scénario d'atténuation rigoureuse (RCP2.6, qui repose sur une action internationale ambitieuse pour limiter le changement climatique), de deux scénarios intermédiaires (RCP4.5 et RCP6.0) et d'un scénario impliquant des émissions très fortes de gaz à effet de serre (RCP8.5, scénario où l'activité humaine reste inchangée) (IPCC, 2014).

la quantité d'eau disponible pour l'agriculture et l'élevage du bétail. L'IPCC souligne le fait que les effets du changement climatique se superposeront sur les points de captage déjà en déficit hydrique. Néanmoins, l'IPCC considère que le changement climatique aura un impact relativement modeste sur le manque d'eau comparé à d'autres facteurs importants de l'augmentation de la demande en eau, comme la croissance de la population, le rapide essor urbain et l'extension de la production agricole (IPCC, 2014).

### 3. RISQUES RÉGIONAUX ET RÉSILIENCE

Comme l'indique l'IPCC, le changement et la variabilité climatiques peuvent aggraver ou multiplier les menaces existantes pour la sécurité humaine, notamment celles concernant l'alimentation, la santé et l'insécurité économique. Toutes ces difficultés sont déjà un sujet de préoccupation au Sahel et en Afrique du Nord, et beaucoup sont des facteurs de conflit connus (IPCC, 2014).

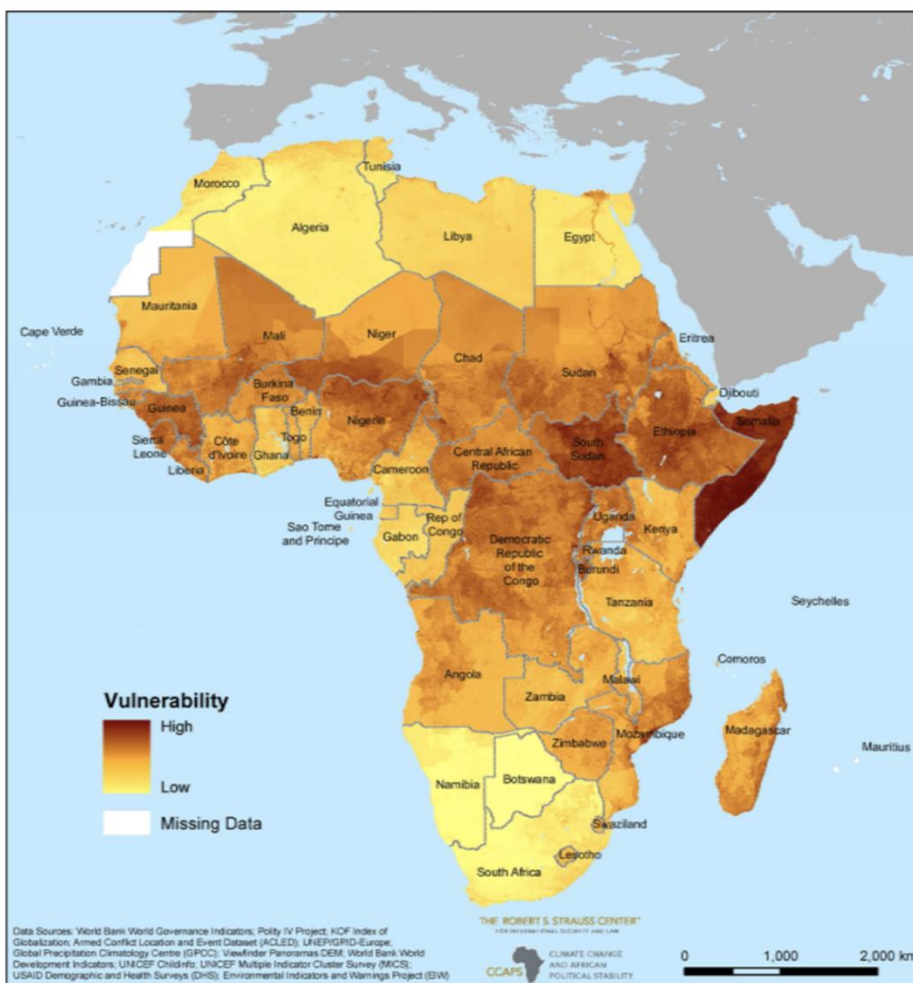
Rüttinger et al. (2015) a établi une synthèse des liens possibles entre changement climatique et conflit violent dans un rapport commandé par les pays du G7. Selon ce rapport, le changement climatique aggrave sept 'groupes de risques' distincts: 1/. Rivalités vis-à-vis des ressources locales, 2/. Insécurité des moyens de subsistance et migration, 3/. Événements météorologiques extrêmes et catastrophes, 4/. Volatilité des prix alimentaires et de l'approvisionnement, 5/. Gestion des eaux transfrontalières, 6/. Augmentation du niveau de la mer et dégradation du littoral, 7/. Effets involontaires des politiques climatiques. Ces observations se retrouvent dans beaucoup de documents issus de la 'littérature grise' sous forme de rapports stratégiques et de discours qui estiment que le changement climatique multiplie les menaces et rendra les problèmes actuels encore plus insolubles.

Cependant, les débats théoriques se multiplient au sujet de l'ampleur du rôle joué par le changement climatique dans le déclenchement de conflit violent. D'une part, Hsiang et Burke (2014) ont examiné 50 études empiriques quantitatives et trouvé des «arguments solides pour un lien causal» entre changement climatique et conflit à tous les niveaux et dans toutes les régions principales du monde. Scheffran et al. (2019) estiment que le changement climatique, avec d'autres facteurs, peut affecter la sécurité humaine et les moyens de subsistance de communautés vulnérables de différentes manières.

Cependant, Buhaug et al. (2014) considèrent qu'une telle méta-analyse n'est pas représentative. Ils suggèrent qu'un grand nombre d'études sont faussées par un effet de 'mise en lumière', lorsque les sites de recherche sont sélectionnés s'ils sont caractérisés par un conflit violent et une vulnérabilité climatique connue. En outre, ils ajoutent qu'il y a beaucoup de chevauchements entre les études qui supposent souvent des causes homogènes et ont tendance à trop simplifier les sources complexes du conflit. Adams et al. (2018) soulignent également un important 'biais de l'accès' aux résultats, indiquant que les recherches ont eu tendance à se concentrer sur un petit nombre de cas où un conflit a effectivement lieu et à surestimer les liens entre les phénomènes tout en restant incapables d'expliquer les aboutissements pacifiques résultant du changement climatique même.

Brottem (2016) suggère que le débat est devenu un ‘dialogue de sourds’ entre les modélisateurs, qui soutiennent qu’il y a un rapport solide entre anomalies climatiques et conflit, et les spécialistes qui doutent de cette affirmation. Mais, comme l’indiquent Scheffran et al. (2019), même si les généralisations hâtives ne peuvent être justifiées, l’absence d’un lien clair ne signifie pas qu’il n’en existe point. En fait, en 2017, l’examen de 86 articles par des pairs a révélé que 48% d’entre eux concluaient que les variables climatiques influencent les conflits, tandis que 24% affirmaient le contraire et que 28% obtenaient des résultats mitigés (Detges, 2017).

Le projet «Climate Change and African Political Stability» (CCAPS) a appliqué un modèle complexe de vulnérabilité climat-sécurité associant des indicateurs d’exposition physique, la densité de la population, les niveaux de résilience, la qualité de la gouvernance et les niveaux de violence politique constatés. Même si cette superposition d’indicateurs ne saurait préciser davantage les liens de causalité, elle suggère que la zone la plus vulnérable au conflit climatique s’étend au sud du Sahel, avec un risque de conflit lié au climat en direction de l’Afrique du Nord, comme le montre la carte récapitulative (illustration 2) du projet (Busby et al., 2014).



**Illustration 2: Carte synthétisant la vulnérabilité au climat en Afrique.** Combining indicators of Physical Exposure, Population Density, Household and Community Resilience, Governance, and Political Violence. Source: Busby et al. 2014 (Figure 6, p. 6), reprinted with permission.



Dans le cas de l’Afrique du Nord et du Sahel, **quatre liens entre le changement climatique et la possibilité de conflit violent** ressortent de la littérature sur le sujet et les avis opposés sur leur fond sont évoqués ci-dessous.

### 1.1. Conflits agriculteurs-éleveurs

Traditionnellement, la plupart des habitants du Sahel était des éleveurs semi-nomades. La croissance rapide de la population au cours des décennies précédentes a augmenté le nombre de terres agricoles et, en même temps, la variabilité climatique a déplacé les itinéraires de migration. Dans certaines zones sahéniennes d’Afrique de l’Ouest, les graves sécheresses des années 1970 et 1980 ont entraîné un déplacement vers le sud des éleveurs semi-nomades à la recherche de pâturages au cours des sécheresses qui, souvent, les ont poussés à s’installer dans des régions où ils n’auraient auparavant passé qu’une partie de l’année (Brottem, 2016). À beaucoup d’endroits, l’accès bloqué aux pâturages et les dégâts causés par le bétail sont devenus la norme. Mais les conflits latents se transforment en confrontation directe et violente lorsqu’un groupe se sent traité de manière irrespectueuse ou injuste par l’autre (Brottem, 2016). Toutefois, les agriculteurs et les éleveurs ont un passé de coopération pacifique concernant les ressources, soutenue par des règles coutumières sur l’accès aux ressources et le règlement de différends (Scheffran et al., 2019).

Dans le fond, l’omniprésence de ces conflits agriculteurs-éleveurs est le résultat de l’incompatibilité saisonnière des deux modes de vie, lorsque les agriculteurs essaient d’effectuer leurs récoltes après la saison des pluies sans les dégâts provoqués par le bétail (Brottem, 2016). Dans la zone agropastorale ouest-africaine, cela devient de plus en plus difficile, car la période durant laquelle les cultures mûrissent dans les champs, alors que le bétail est également présent, s’est prolongée de plusieurs mois à cause des modifications des conditions environnementales et des stratégies de subsistance.

Par exemple, des études au Burkina Faso ont montré que le changement et la variabilité climatiques accélèrent négativement la dégradation des terres et affectent la santé du bétail, tandis que la fréquence et la gravité des événements météorologiques extrêmes mettent en péril la sécurité des moyens de subsistance des agriculteurs (Abroulaye et al., 2015). Une des façons de voir le problème, c’est que l’augmentation des conflits agriculteurs-éleveurs est due à la stratégie mal adaptée de ces derniers pour faire face à la détérioration de leur environnement (Adamu et Umar, 2017). Cependant, en se concentrant sur les températures et les précipitations comme étant le reflet du changement climatique, les chercheurs risquent d’occulter les changements environnementaux plus complexes qui se passent dans les zones arides subsahariennes, qui sont certes liés mais pas limités au changement climatique, tels que l’augmentation des cheptels et de l’empreinte agricole (Brottem, 2016).

### 1.2. Tensions liées aux migrations d’origine climatique

Le deuxième lien est celui de l’impact potentiel du changement climatique sur les migrations forcées ou volontaires des personnes et de la probabilité du conflit violent qui en résulterait dans les lieux où elles se réfugient.

Il existe un passé d’émigration de masse induite par la variabilité climatique au Sahel et dans la Corne de l’Afrique (Scheffran et al., 2019). Une étude reposant sur l’analyse de 38 cas depuis les années 1930 dans lesquels des facteurs environnementaux ont joué un rôle déclencheur de migration de masse a conclu

que, dans 19 situations, une forme de conflit en a résulté (Reuveny, 2007). Alda (2014) convient que la migration est une cause de conflit et que la jeunesse est particulièrement vulnérable au changement et à la variabilité climatique. Aussi, une étude des guerres civiles a révélé que sur 103 conflits ethniques, 32 étaient marqués par la violence entre membres d'une minorité ethnique habitant une région particulière et immigrants récents venus d'autres régions (Fearon et Laitin, 2003).

La recherche s'accorde pour mentionner que les facteurs environnementaux n'agissent pas isolément, mais qu'ils contribuent plutôt aux flux migratoires préexistants. Cependant, Brzoska (2016) précise que les rapports entre changement climatique, migration et conflit sont complexes et que le support empirique pour établir un lien solide entre migration et conflit est faible. D'après Benjaminsen (2008), les sécheresses des années 1970 et 1980 ont véritablement joué un rôle dans la rébellion touareg au nord du Mali, mais pas par le mécanisme de pénurie induite par la sécheresse, cité habituellement. Il souligne plutôt que les sécheresses ont encouragé la migration de milliers de jeunes hommes vers l'Algérie et la Libye où ils ont été confrontés à des idées révolutionnaires. Davantage politisés, leur sentiment de marginalisation politique intensifié par leur colère au sujet du détournement des fonds d'aide contre la sécheresse par des responsables gouvernementaux à Bamako les a radicalisés.



© UN Photo/Olivier Chassot

### 1.3. Conflit concernant la repartition de l'eau

Le troisième type de conflit possible est lié aux changements concernant la disponibilité en eau. Les pénuries en eau et les rivalités vis-à-vis des bassins hydrologiques sont associées aux conflits de faible intensité (Scheffran et al., 2019). Dans le cas du Darfour, il y a une corrélation solide entre la probabilité et l'intensité de la violence et des modifications à long terme de la disponibilité en eau et en terres fertiles (De Juan, 2015).

De vastes débats visent à déterminer dans quelle mesure la baisse des ressources hydriques peut déclencher des litiges internationaux (Petersen-Perlman, Veilleux et Wolf, 2017), bien que le passé montre que le Nil est la cause de fortes tensions entre l'Égypte et ses voisins en amont. Il est intéressant de noter que les sécheresses périodiques au Sahel ont eu des répercussions en cascade sur l'hydrologie plus vaste de la région. Par exemple, la 'grande sécheresse' de 1968 à 1993 s'est traduite par une baisse moyenne des précipitations de 35-30%, mais les principaux bassins hydrologiques ont connu une chute du débit deux fois plus importante - réduction de 55% du débit du bassin fluvial du Sénégal et de 60% pour celui du Niger - avec une diminution de 90% de la taille du lac Tchad (Descroix et Lambert, 2018). Cela signifie que même une diminution modérée des précipitations entraînée par le changement climatique à l'avenir pourrait avoir des répercussions désastreuses sur les quantités d'eau transfrontalières et des conséquences éventuellement graves pour leur gestion et leur allocation.

### 1.4. Répercussions sur la capacité de l'État et le développement des groupes d'opposition armés

Le quatrième rapport fréquemment mentionné est celui de l'association des effets en cascade des pénuries liées au changement climatique et des catastrophes naturelles sur la capacité et la légitimité des États. À ce risque s'ajoutent l'insécurité des moyens de subsistance et les forts taux de chômage chez les jeunes gens entraînés par le changement climatique, qui pourraient intensifier le recrutement des jeunes hommes en quête de salaire, de nourriture et d'éducation dans les groupes d'opposition armés comme Boko Haram (Scheffran et al., 2019).

D'autres estiment que les sécheresses n'expliquent pas les mouvements djihadistes, car la plus grave sécheresse (1968-1993) a cessé bien avant les débuts du djihadisme dans le bassin du lac Tchad (Descroix et Lambert, 2018). Au contraire, Descroix et Lambert (2018) allèguent que les répercussions du changement climatique ont été trop simplifiées et exagérées car, réciproquement, elles permettent de masquer la culpabilité des gouvernements dans les multiples crises qui affectent la région.

Mais ces liens ne sont pas déterministes. Un litige peut éclater en violence au travers d'un certain processus formé par différents facteurs: en particulier le niveau général de conflit, l'historique des conflits dans une société particulière, la capacité des institutions à gérer ou à résoudre les conflits et l'organisation de la violence (Brzoska, 2016).



© UN Photo/Albert González Farran

## 4. DÉVELOPPEMENTS SUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE DANS LE MONDE

L'Afrique en général, et en particulier le Sahel, ont souvent servi d'exemples pour illustrer les possibles répercussions du changement climatique sur la sécurité depuis que la question a été soulevée pour la première fois au niveau gouvernemental par un rapport du Pentagone en 2003. Ce rapport a permis de faire naître un mouvement au niveau politique et d'attirer l'attention des chercheurs. La création d'un 'espace politique' pour ce problème a abouti à une série de débats au Conseil de sécurité. La question a été abordée pour la première fois en 2007 sous la présidence du Royaume-Uni et a été soulevée à plusieurs reprises depuis (2011, 2013, 2018 et 2019).

Depuis 2015, la reconnaissance des répercussions du changement climatique sur la sécurité apparaît dans au moins une douzaine de résolutions du Conseil de sécurité, y compris dans plusieurs directement liées au Sahel et à l'Afrique du Nord : la résolution 2349 sur la sous-région du lac Tchad (mars 2017), la résolution 2429 sur le Soudan et le Soudan du Sud (juillet 2018) et les résolutions 2423 et 2480 sur le Mali (juin 2018 et 2019). Le fait que ces mentions apparaissent dans les résolutions juridiquement contraignantes du Conseil de sécurité, prévues dans les chapitres VI et VII, relève en partie de l'insistance de plusieurs membres non permanents successifs du Conseil de Sécurité, à savoir la Suède, les Pays-Bas et maintenant l'Allemagne, pour promouvoir l'action internationale sur les répercussions

sécuritaires du changement climatique par le biais du Conseil. Certains membres ont songé à introduire une résolution générale sur la sécurité climatique, mais jusqu'à présent, il n'y a qu'une déclaration présidentielle de 2011 dans laquelle le Conseil «craint que les effets préjudiciables éventuels des changements climatiques puissent, à long terme, aggraver les menaces existantes à la paix et la sécurité internationales.» (S/PRST/2011/15).

En même temps, ces mêmes pays européens ont activement développé au sein des Nations Unies de nouvelles capacités de surveillance de la sécurité climatique et de conseil relatifs aux menaces émergentes. Le mécanisme de sécurité climatique est un partenariat tripartite entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Établi en octobre 2018, il s'agit d'une unité restreinte de professionnels dont l'action consiste à garantir la transmission des informations importantes et exploitables sur les risques de sécurité émergents aux décideurs du Conseil de sécurité et au-delà.

## 5. DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

Les développements réalisés au niveau mondial se retrouvent à un certain degré au niveau régional et national. La Commission du bassin du lac Tchad a été fondée en 1964 par le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria en tant qu'organisation intergouvernementale chargée de surveiller l'utilisation de l'eau et des ressources naturelles dans le bassin du lac Tchad. Sa mission est d'encourager l'intégration, la paix et la sécurité régionales.

Le G5 Sahel a été mis en place en décembre 2014. Il s'agit d'un cadre institutionnel de coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité pour le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Basé en Mauritanie, son objectif est de renforcer le lien entre développement économique et sécurité, et de coopérer pour lutter contre la menace djihadiste. La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, entretemps, appelle à davantage de coordination pour faire face aux défis de sécurité et de développement. En septembre 2018, elle a lancé une Stratégie pour le Sahel avec un plan d'action intégré proposant 31 projets prioritaires, pour un budget de 4,75 milliards de \$ US.

Plus récente, l'Initiative 3S pour la soutenabilité, la stabilité et la sécurité est un programme intergouvernemental lancé par le Maroc et le Sénégal en novembre 2016 dans le but de lutter contre les causes sous-jacentes de l'instabilité en Afrique, en particulier l'émigration et les conflits liés à la dégradation des ressources naturelles.<sup>3</sup>

L'Alliance du Sahel, une autre initiative aux objectifs similaires, est une plateforme de coopération internationale visant à renforcer la stabilité et le développement dans la région sahélienne. Elle finance et coordonne plus de 730 projets en se concentrant sur six domaines de priorité, notamment l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, ainsi que l'énergie et le climat.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> <https://3s-initiative.org/fr/a-propos-de-nous/>

<sup>4</sup> <https://www.alliance-sahel.org/>

## 6. PREMIERES MESURES PUR LUTTER CONTRE LES RISQUES LIÉS AU CLIMAT ET À LA FRAGILITÉ

Il est clair que l'Afrique du Nord et le Sahel représentent une région marquée par une grande diversité, des défis importants et une évolution déjà rapide. Les facteurs du changement sont à la fois variés et entremêlés: croissance de la population, urbanisation rapide, nouvelles technologies, développements politiques, détérioration de l'environnement, etc. Le changement climatique n'est pas le moteur principal de cette évolution, mais il affecte et continuera d'affecter en profondeur l'ensemble de la région.

En juin 2019, le Ministère des affaires étrangères allemand a organisé une rencontre de haut niveau sur le changement climatique et la sécurité qui a publié «l'Appel à l'action pour le climat et la sécurité de Berlin». Elle recommandait la visée par la communauté internationale de trois domaines d'intervention principaux, dits «sans regrets».

Le premier consiste à promouvoir une planification consciente des risques pour mieux comprendre comment le changement climatique peut aggraver les divisions et causer des tensions. Le deuxième vise à améliorer la capacité d'action en renforçant l'aptitude des Nations Unies à intervenir dans les domaines du climat et de la sécurité, à New York et dans les régions touchées. Le troisième consiste à améliorer les mesures opérationnelles en regroupant les questions du climat, du développement durable, de la sécurité et de l'effort de paix dans tous les programmes, car elles sont liées les unes aux autres.

Dans ce contexte, le dialogue régional sur le climat et la sécurité en Afrique du Nord et au Sahel a pour vocation d'examiner dans quelle mesure le changement climatique est perçu comme une menace d'un point de vue régional et de discuter des mesures possibles pour atténuer et prévenir les enjeux qui risquent de se présenter.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abroulaye, S., Savadogo, I., Abalo, K, and Nouhoun, Z. (2015) 'Climate Change: A Driver of Crop Farmers - Agro Pastoralists Conflicts in Burkina Faso' in *International Journal of Applied Science and Technology*, Vol. 5, No. 3, June 2015
- Adams, C., Ide. T., Barnett, J. and Detges, A. (2018) Sampling bias in climate and conflict research, in *Nature Climate Change*, Vol. 8 pages: 200-203
- Adamu, I. A. and Umar, A. (2017) The role of climatic and environmental change in farmers-pastoralists' conflicts in drylands of Nigeria and Niger Republic in *Journal of Global Resources*, Volume 5, July 2017, Pp:90-100
- Alda, Erik (2014) Rising tempers, rising temperatures: A look at Climate Change, Migration and Conflict and the implications for youth in the Sahel, World Bank
- Benjaminsen, T. A. (2008) 'Does Supply-Induced Scarcity Drive Violent Conflicts in the African Sahel? The Case of the Tuareg Rebellion in Northern Mali' In *Journal of Peace Research*, November 2008, Vol. 45, no. 6, pp. 819-836
- Brottem, L. (2016) Environmental Change and Farmer-Herder Conflict in Agro-Pastoral West Africa, in *Human Ecology*, September 2016
- Brzoska, M. (2016) 'Climate change, migration and violent conflict: vulnerabilities, pathways and adaptation strategies' in *Migration and Development*, Volume 5, pp: 190-200
- Buhaug, H. et all (2014) 'One effect to rule them all? A comment on climate and conflict', in *Climatic Change*, Vol 127, pp: 391-397
- Bukari, K. N., Scheffran, J. and Sow, P. (2019) 'Real or Hyped? Linkages between environmental/ climate conflicts - the case of farmers and Fulani pastoralists in Ghana' in Behnsassi, M., Gupta, H. and Pollmann, O. (eds) *Human and Environmental Security in the Era of Global Risks: perspectives from Africa, Asia and the Pacific Islands*, Springer, pp. 161-186
- Busby, J. W., Smith, T. G., & Krishnan, N. (2014). Climate security vulnerability in Africa mapping 3.0. *Political Geography*, 43, 51-67.
- De Juan, A. (2015) 'Long-term environmental change and geographical patterns of violence in Darfur, 2003-2005' in *Political Geography*, Vol. 45: pp. 22-33
- Detges, A. (2017) Climate and conflict: Reviewing the statistical evidence: A summary for policymakers. Climate Diplomacy Report, Berlin, Germany.
- Fearon, James D and David D Laitin. (2003) 'Ethnicity, Insurgency, and Civil War.' *American political science review* 97(1):75-90.
- HIK (2019) Heidelberg Conflict Barometer - 2018, Heidelberg Institute for International Conflict Research
- IEA (2016) Energy Access Outlook: From Poverty to Prosperity, International Energy Agency
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). (2014). Climate change 2014: Impacts, adaptation and vulnerability (Vol. 1). Cambridge, U.K.: Cambridge University Press.
- OECD (2018) States of Fragility - 2018, Organization for Economic Cooperation and Development
- Petersen-Perlman, J. D., Veilleux, J. C. and Wolf A. T. (2017) 'International water conflict and cooperation: challenges and opportunities' in *Water International*, Vol. 42, Issue 2
- Rüttinger, L., Smith, D., Stang, G., Tänzler, D., & Vivekananda, J. (2015). A new climate for peace: Taking action on climate and fragility risks. Independent Report Commissioned by the G7 Members, adelphi, International Alert, Wilson Center, European Union Institute for Security Studies
- Scheffran, J., Link, M. P. and Schilling, K. (2019) Climate and Conflict in Africa, in *Oxford Research Encyclopaedia of Climate Science*
- Vivekananda, J., Wall, M. Sylvestre, F., Nagarajan C. (2019) Shoring up Stability: Addressing Climate and Fragility Risks in the Lake Chad Basin, adelphi

## ANNEXE: DONNÉES CHOISIES SUR L'AFRIQUE DU NORD ET LE SAHEL

Pays	Classement IDH	Niveau de conflit actuel	Indice de perception de la corruption	États de fragilité	Indice de démocratie	Population privée d'accès à l'électricité (en millions)	Taux de croissance démographique (2015-2020)	Ressources renouvelables d'eau douce intérieures au m3 par habitant	Pourcentage du retrait d'eau douce sur les ressources d'eau douce disponibles	Indice de la faim dans le monde	Taux des homicides (mortels ou non) pour 100 000 habitants
	PNUD, 2018 UNDP, 2018 <sup>5</sup>	HIK 2019	TI, 2018 <sup>6</sup>	OCDE <sup>7</sup>	Economist Intelligence Unit <sup>8</sup>	IEA, 2016 <sup>9</sup>	PNUD, 2018 <sup>10</sup>	Banque mondiale, 2014 <sup>11</sup>	Banque mondiale, 2014 <sup>12</sup>	International Food Policy Research Institute, 2017 <sup>13</sup>	OMS <sup>14</sup>
<b>AFRIQUE DU NORD</b>											
MAROC	123	Crise violente	73		4.99 Régime hybride	<1	1.3	848	49.04	Modéré 10.2	2.5
ALGÉRIE	85	Crise violente	105		3.50 Autoritaire	-	1.7	269	87.99	Bas 9.5	4.4
TUNISIE	95	Crise violente	73		6.41 Démocratique imparfait	-	1.1	379	94.01	Bas 7.4	1.8
LIBYE	108	Guerre	170	Fragile	2.19 Autoritaire	-	1.3	110	1072	Pas de données	2.6
ÉGYPTE	115	Guerre	105	Fragile	3.36 Autoritaire	-	1.9	20	159.85	Modéré 14.7	5.1
<b>SAHEL</b>											
MAURITANIE	159	Crise violente	144	Fragile	3.82 Autoritaire	3	2.7	102	15.86	Grave 25.5	11.3
MALI	182	Guerre limitée	120	Extrêmement fragile	5.41 régime hybride	11	3.0	3,543	5.82	Alarmant 35.5	11
NIGER	189	Crise violente	114	Fragile	4.44 régime hybride	18	3.8	182	3.75	Données insuffisantes	10.3
TCHAD	186	Crise violente	165	Extrêmement fragile	1.61 Autoritaire	13	3.0	1,098	2.44	Données insuffisantes	9.4
NIGERIA	157	Guerre	144	Fragile	3.82 Autoritaire	175	2.6	1,253	5.83	Grave 25.5	10.1
SOUDAN	167	Guerre	172	Extrêmement fragile	5.41 régime hybride	22	2.4	102	93.67	Alarmant 35.5	6.5
SOUDAN DU SUD	187	Guerre limitée	178	Extrêmement fragile	4.44 régime hybride	13	2.7	2,463	1.33	Données insuffisantes	4.8
ÉRYTHRÉE	179	Crise non-violente	157	Extrêmement fragile	1.61 Autoritaire	4	2.3	934	10.11	Données insuffisantes	7.7
ÉTHIOPIE	173	Guerre	114	Extrêmement fragile	3.82 Autoritaire	56	2.4	1,244	11.60	Grave 32.3	8
CAMEROUN	151	Guerre limitée	152	Fragile	5.41 régime hybride	9	2.6	12,036	0.48	Grave 22.1	11.7



BURKINA FASO	183	Crise violente	78	Fragile	4.44 régime hybride	15	2.9	711	9.49	Grave 27.6	9.8
SÉNÉGAL	164	Crise violente	67		1.61 Autoritaire	6	2.8	1,820	7.23	Modéré 18.4	7.9

<sup>5</sup> <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking> (1-59: Développement humain très élevé, 60-112 : Développement humain élevé, 113-151 : Développement humain moyen, 152-189 : Développement humain faible)

<sup>6</sup> <https://www.transparency.org/cpi2018>

<sup>7</sup> <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/listofstateoffragilityreports.htm>

<sup>8</sup> <https://www.eiu.com/topic/democracy-index>

<sup>9</sup> [https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2017SpecialReport\\_EnergyAccessOutlook.pdf](https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2017SpecialReport_EnergyAccessOutlook.pdf)

<sup>10</sup> [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018\\_human\\_development\\_statistical\\_update.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf)

<sup>11</sup> Ressources renouvelables d'eau douce intérieures par habitant: <https://data.worldbank.org/indicator/ER.H2O.INTR.PC>

<sup>12</sup> Niveau de stress hydrique : Pourcentage du retrait d'eau douce sur les ressources d'eau douce disponibles: <https://data.worldbank.org/indicator/ER.H2O.FWST.ZS>

<sup>13</sup> <http://www.foodsecurityportal.org/countries>

<sup>14</sup> [http://gamapserv.who.int/gho/interactive\\_charts/violence\\_prevention/homicides/atlas.html](http://gamapserv.who.int/gho/interactive_charts/violence_prevention/homicides/atlas.html)